

« Pas de Bisounours face à la Suédoise »

La Communauté française prépare-t-elle un front d'opposition intrabelge, face à une future coalition suédoise ? Rudy Demotte s'explique.

● **Interview : Pascale SERRET**

Dans l'Antiquité, les vigiles étaient les « yeux » de la ville. Ceux qui surveillaient Rome la nuit pour donner l'alerte en cas d'incendie.

Le ministre-président de la Communauté française Rudy Demotte (PS) se veut le vigile des francophones : il veillera à ce que la minorité démographique francophone ne se fasse pas carboniser, si l'option de la Suédoise se confirme au fédéral. C'est ce qu'il a clairement dit lors de la rentrée de son gouvernement, mercredi. On y revient.

Rudy Demotte, vous présentez la Communauté française comme le fer de lance de la défense des francophones face à une majorité suédoise ? On prépare un front d'opposition entre niveaux de pouvoir au sein de la Belgique ?

Chacun joue son rôle à son niveau. Constitutionnellement, notre rôle à nous est de veiller à ce que la minorité démographique francophone soit dignement défendue. Or, le fédéral entre dans une phase à risque : on se dirige pour la première fois vers une asymétrie de représentation. Les francophones, en minorité démographique, sont en plus en minorité démocratique. Ça change la donne.

Pour autant, faut-il entrer dans le conflit ?

Il n'y aura pas de conflit si personne ne tire la couverture à soi. Mais la volonté de ne pas entrer en conflit, ce n'est pas non plus avoir une vision du monde façon Bisounours. Les francophones de Belgique, c'est 4,5 millions de personnes et un peu plus de 10 milliards € de budget. Or, trois-quarts des électeurs francophones ne se-

ront pas représentés dans une coalition suédoise. On veillera à ne pas être roulés au moment des calculs et des décisions budgétaires ; on veillera à ce qu'on ne nous mette pas de bâtons dans les roues. Mais ce n'est pas une logique d'opposition. C'est une logique de vigilance.

Il y a des règles au fédéral pour protéger les minorités...

Oui. La parité, la règle du consensus... On dit que la règle du consensus fait fonction de verrou. Mais si c'était le cas, aurait-on veillé à instaurer une règle de parité ? La représentation démocratique et le reflet d'une minorité démographique ne se réduisent pas à un mécanisme de ceinture de sécurité. La visibilité à donner aux francophones de Belgique est plus importante que jamais.

Vous dites vous-même que les Communautés sont des alliées objectives : elles défendent leur culture respective.

Oui. Mais on est dans un des rares pays où la majorité démographique s'est comportée parfois comme une minorité. Avec le sentiment d'une agression...

Vous voulez que les francophones soient reconnus pour ce qu'ils sont. C'est-à-dire ?

Une minorité démographique qui mérite le respect, pour ses valeurs et ses qualités et aussi pour son caractère de minorité en Belgique. Une force et une fragilité à la fois. En général, il y a une solidarité qui se développe au sein des minorités. Notre rôle est de la susciter. ■

Une casquette perdue, du temps retrouvé

Rudy Demotte, vous avez assumé la double casquette de ministre-président de la Région wallonne et de la Communauté française. On met fin à la double casquette pour cette nouvelle législature. Vous devenez « simple » ministre-président de la Communauté française. Vous allez vous ennuyer. Non ?

Alors là, aucun risque ! Je vais rencontrer les administrations, les écoles... Il y a un travail énorme au niveau intrabelge et international. Ça va bien m'occuper, je crois ! Avant, entre Tournai, Namur et Bruxelles, mes déplacements me prenaient au minimum 4 h 30 par jour. Maintenant, le temps que je gagne, je

veux le consacrer au terrain.

Vous en étiez frustré ?

Oui. On en a moins de pertinence politique. Il y a de ça, dans la frustration du terrain. J'ai été ministre de la Santé, puis double ministre-président... Je n'ai connu aucun temps d'arrêt. Je peux désormais me consacrer à toutes les dimensions de ma tâche.

Pourquoi ne pas avoir choisi de vous consacrer à votre terrain communal ?

J'ai pesé les choses. J'ai cherché l'intérêt politique. Pas l'intérêt personnel : il aurait été beaucoup plus simple et confortable, pour moi et pour ma famille, d'être juste député-bourgmestre

de Tournai. Mais je pense que, via ma connaissance du pays et aussi de la culture flamande, je peux apporter une valeur ajoutée. Dans les heures difficiles que nous vivons avec la montée du nationalisme en Flandre, c'est le moment de rester sur le pont. Et pas dans un transat sur la plage.

« En ces heures difficiles, c'est le moment de rester sur le pont. Et pas dans un transat sur la plage. »

Pourquoi revenir en arrière en supprimant les doubles casquettes Région/Communauté ?

On a fortement diminué les crédits de cabinet, qui avaient déjà été rabotés lors de la précédente législature. Ensuite, il a été décidé

que chaque ministre-président dirigerait son gouvernement, pour le renforcer. Il reste 2 doubles casquettes (René Collin et Jean-Claude Marcourt, NDLR) sur 4 auparavant (Demotte, Antoine Nollet et Marcourt, NDLR). Mais sur le fond, les doubles casquettes étaient toutes assurées par des ministres wallons. Le kern, en fait. Or, il y a un devoir de neutralité pour la Fédération Wallonie-Bruxelles. En terme de poids, il n'y a plus « trop de Wallons » à la Fédération. ■

P.S.

Francophones : front international

Le ministre-président de la Communauté française ne compte pas s'arrêter aux frontières belges pour défendre les francophones. «*Nous devons assurer une représentation démocratique en Belgique, mais dans le reste du monde*», soutient Rudy Demotte, passionné de relations internationales. Entre autres. Ses priorités...

1. 220 millions de francophones «*Avec une contribution de 14 millions € par an, la Communauté française est le 3^e bailleur de fonds de l'OIF (Organisation internationale de la francophonie, 220 millions de personnes sur cinq continents)*», rappelle-t-il. «*Notre expertise est reconnue, notamment en Afrique centrale et de l'Ouest en ce qui concerne l'enseignement, par exemple. Nous pesons réellement au sein de l'OIF. Et l'intention est de renforcer encore notre action, de réaffirmer notre position*», annonce-t-il. En insistant sur la nécessité pour les États membres de

l'OIF d'investir dans la culture. Ou encore de ne pas laisser le privé se substituer totalement aux États dans l'organisation de l'enseignement ou même dans le processus d'inspection des écoles. «*Nous avons ressenti un danger à cet égard et nous avons déjà tiré la sonnette d'alarme*», explique Demotte.

2. L'exception culturelle «*C'est un des grands enjeux du XXI^e siècle : le maintien de la diversité culturelle, histoire de ne pas juste produire des hamburgers et des films hollywoodiens. Du standardisé, quoi*», résume Rudy Demotte. Pas sûr que l'exclusion des services audiovisuels du traité transatlantique

sur le commerce soit garantie sur facture, tant que l'Europe et les États-Unis n'ont pas bouclé leurs négociations. Il va falloir suivre ça de près, «*à tous les niveaux*», y compris depuis la Fédération. «*Et en ce*

qui concerne la diversité culturelle, le numérique reste un gros point d'ombre. Les règlements sur la création la production, la diffusion des œuvres peuvent être contournés. Il va falloir jouer les mouches du coche, notamment en faisant du lobbying en Belgique et dans l'Union européenne, via des missions, etc.».

3. Liberté d'expression et médias

«*Sur nos 14 millions € de contribution à l'OIF (dont 7 millions vont à TV5 Monde), il y a 2 ou 3 millions € qui peuvent servir à des projets plus pointus. Comme par exemple le développement de la liberté d'expression et des médias. Par exemple, le CSA (conseil supérieur de l'audiovisuel) a joué un rôle majeur à cet égard en Tunisie, en faisant un rapport sur la réforme des médias, au lendemain du Printemps arabe.*» ■

IL A DIT AUSSI...

Le cocu de l'histoire «*J'ai connu pas mal de formules : l'Arc-en-ciel, l'Olivier, le binôme... Je peux dire que c'est toujours plus facile en binôme. Parce que, à trois partenaires dans une majorité (comme dans l'Olivier), quand A conclut un accord avec B, C se sent mis de côté. Quand B parle avec C, A se sent mis de côté. Bref, à trois, il y en a toujours un qui se sent le cocu de l'histoire...*»

Joëlle = huit hommes

«*Seulement deux femmes dans le gouvernement de la Fédération, c'est vrai, oui... Je suis favorable à la parité et*

je suis un militant féministe depuis longtemps. Mais il faut voir l'importance des budgets dans la composition des gouvernements. Et à cet égard, je n'ai pas l'impression que les femmes soient sous-estimées. Joëlle Milquet (Enseignement obligatoire), c'est huit hommes à elle seule. Enfin, le budget de huit ministres. Et puis, nous avons aussi choisi des fonctions symboliques pour elles. Isabelle Simonis (Droit des femmes, Égalité des chances) est une égérie de l'égalité hommes/femmes. Elle a d'abord été une militante féministe. Bref, il y a des progrès. Mais c'est perfectible.»

Ectoplasme ? «*On (la Communauté française) n'est pas un ectoplasme de*

compétences invisibles pour les citoyens. L'intersection entre culture et économie est essentielle. Chaque objet, n'importe lequel, a d'abord été dessiné, donc créé, inventé, avant d'être produit et rentabilisé. L'économie se marie avec la culture à tous les étages. Toutes les institutions ont un peu le visage de Janus : deux faces pour une même réalité. La culture et l'économie, l'enseignement et l'économie...»

Paul... «*Je m'entends très bien avec Paul (Magnette, ministre-président wallon). Tout comme avec Rudi Vervoort (ministre-président bruxellois). Moi, ma fonction, c'est d'être bâtisseur de ponts entre les Régions. On devra se rencontrer souvent.*»